

**Conseil exécutif de l'ACEP**  
**Compte rendu de la réunion du 28 novembre 2012**  
**Bureau national de l'ACEP**  
**Salle de conférence**  
**17 h**

**Présences :** C. Poirier (présidence), B. Black, D. Brackley, G. Brennan, J.-L. Bourdages, R. Brockington, A. Butler, C. Creran, S. Gagnon, N. Giannakoulis, L. Haméon, S. Jaroudi, A. Kurikshuk-Nemec, S. Menard, S. Mullen, A. Picotte, G. Phillips, L. Whitmore, A. Wong, J. Ouellette, D. Martin.

**Absence justifiée :** C. Danik.

**1) Points aux fins d'approbation**

1a) Ordre du jour

Les points suivants sont ajoutés à l'ordre du jour à la rubrique Suivis :

- 3 d) Absence/statut de S. Menard
- 3 e) Sous-comité sur les résultats du vote
- 3 f) Nouvelle plainte (huis clos)

**Résolution :** Il est proposé par L. Whitmore et appuyé par D. Brackley d'adopter l'ordre du jour, avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

b) Compte rendu du huis clos du 30 octobre 2012

c) Compte rendu du huis clos du 14 novembre 2012

d) Compte rendu du 30 octobre 2012

Il est proposé par R. Brockington et appuyé par L. Haméon d'adopter le compte rendu.

Pour = 13, contre = 0 abstentions = 6. **Résolution adoptée.**

e) Nouveau délégué

Il est proposé par L. Haméon et appuyé par A. Picotte d'approuver la nomination de M. Morris de Sécurité publique Canada comme nouvelle déléguée. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

**2) Rapports**

a) Rapport du président

Le mois de novembre a débuté par une rencontre avec nos collègues de l'Institut professionnel de la fonction publique pour discuter de nos activités communes et de notre coopération très fructueuse. Bien entendu, l'échec du vote sur les cotisations a été abordé. L'Institut a alors demandé si nous avions des plans de rechange et s'ils pouvaient nous aider. Nous avons indiqué clairement que la situation, bien que très sérieuse, n'était pas désespérée. Comme

nous l'avons vu plus récemment, les membres de l'Institut ont, pour des raisons différentes, refusé la hausse proposée.

J'ai reçu, au début de novembre, une demande de coopération d'un journaliste de CBC Radio à Montréal, David Gutnick. M. Gutnick souhaite faire un reportage en profondeur sur les compressions budgétaires du gouvernement fédéral. Il veut approcher la question sous l'angle des victimes directes et indirectes. Il s'intéresse aux effets sur le milieu de travail autant que sur la santé psychologique des personnes affectées et des « survivants ». L'émission sera diffusée un dimanche d'ici Noël.

Les rencontres avec le Conseil du Trésor sur le réaménagement des effectifs se poursuivent. Par contre, on sent un certain épuisement des parties face au peu de résultats obtenu. Le Conseil du Trésor a proposé que nos experts se rencontrent séparément pour essayer de faire bouger les choses davantage.

Nous avons repris cette semaine la tournée des députés de tous les partis, en mettant l'accent sur les changements apportés au régime de retraite des fonctionnaires. Nous avons rencontré hier deux représentants du Bloc québécois, aujourd'hui, le député libéral John McCallum, et demain, ce sera au tour du critique du NPD pour le Conseil du Trésor, Mathieu Ravignat. L'accueil est toujours très positif et les discussions, animées. La semaine prochaine, Riley et moi rencontrons le président du Conseil du Trésor, Tony Clement. Espérons que l'accueil sera aussi chaleureux...

Je vous ai déjà parlé du projet de loi d'intérêt privé C-377 qui obligerait les syndicats à déclarer à l'Agence du revenu, pour publication sur le site de l'Agence, toute dépense dépassant 500\$. Ce projet de loi entraînerait pour les syndicats des dépenses extraordinaires puisqu'il faudrait détailler toutes les transactions visées. Il semble y avoir un problème majeur puisqu'un projet de loi d'un député ne peut occasionner des dépenses pour le gouvernement, auquel cas il faudrait que ce soit un projet de loi du gouvernement. Nous verrons dans les jours à venir ce qui adviendra. Par contre, le député Poilievre semble poursuivre sa croisade antisyndicale en voulant faire abolir la formule Rand en rendant les cotisations syndicales facultatives. Décidément, nous n'avons que des amis.

Comme vous avez pu le lire sur notre site web aujourd'hui, l'arbitrage pour la Bibliothèque du Parlement a eu lieu jeudi et vendredi dernier. Les parties pourront soumettre des arguments additionnels en décembre et janvier, puis l'arbitre rendra sa décision à la fin de janvier. L'Assemblée générale annuelle a lieu demain. Une centaine de personnes se sont enregistrées. J'espère vous y voir toutes et tous.

#### b) Rapport du directeur général des politiques

Point reporté.

#### c) Rapport du directeur général des opérations

Les attributions des ART par ministère et région et la charge de l'AE seront modifiées le 3 décembre à la suite de l'élimination du poste à durée déterminée de l'ART/RE. L'emploi à durée déterminée de Jake Baizana prendra fin en janvier 2013.

### Réaménagement des effectifs (RE)

Avec l'élimination du poste à durée déterminée d'ART/RE au 3 décembre, les dossiers officiels de représentation RE seront transférés aux ART selon leurs ministères et régions. Les ART s'occupaient déjà de la représentation au Tribunal de la dotation de la fonction publique de leurs ministères et régions. Également à cette date, les questions d'ordre général des membres sur le RE seront transmises à l'agente d'éducation.

Du 26 octobre au 23 novembre, nous avons reçu 273 demandes de renseignements additionnelles par courriel et téléphone. Les agents des relations de travail/RE ont ouvert 509 dossiers de représentation concernant le RE à ce jour cette année. Les autres ART ont ouvert 85 autres dossiers de représentation concernant le RE, pour un total de 594 cette année.

Au sujet des trois griefs de principe concernant l'application de la DRE, nous transmettons l'information et émettons des mises à jour au fur et à mesure qu'elles sont disponibles.

### Dossiers de représentation

Voici la répartition par grands sujets de tous les dossiers de représentation ouverts à ce jour en 2012 :

Absentéisme	3	Indemnité de maternité	4
Hébergement	38	Évaluation médicale	4
Nominations par intérim	3	CNM (réinstallation)	2
Prestations	6	CNM (transport)	1
Carrière	1	CNM (DRE)	594
Classification	9	Rémunération	12
Code de conduite	3	Évaluation du rendement	33
Conflit d'intérêts	1	Dossier personnel	1
Consultation	2	Politiques	2
Mutations	4	Protection de la vie privée	2
DJR	4	Probation	5
Invalidité	3	Recrutement	1
Assurance invalidité	5	Représentation	2
Discipline	23	Démission	1
Discrimination	11	Retraite	3
Statut d'emploi	4	Retour au travail	8
Évaluation d'aptitude au travail	6	Cote de sécurité	2
Harcèlement	69	Congé de maladie	3
Santé et sécurité	3	Dotation	42
Horaire de travail	7	Dotation (RE)	26
Droits de la personne	2	Énoncé de fonctions	4
Fonctions de travail	6	Télétravail	2
Congés	10	Employé à durée déterminée	1
Congés (annuels)	3	Licenciement	6

Congés (autres)	14	Conditions de travail	6
Congés (de maladie)	4	Pratiques déloyales	2
Congés (non payés)	8	Actes répréhensibles (dénonc.)	2
Congés	2	Autres	6
Lettre d'attentes	1	Total	1035

### Vote sur la hausse des cotisations

Le personnel du Bureau national a procédé à une analyse rétrospective afin de relever les problèmes techniques et administratifs, et présentera ses recommandations sous peu.

### Professionnels au service des Canadiens

Un dîner de travail des dirigeants des six agents négociateurs participant à la coalition PSC aura lieu en janvier pour discuter de l'avenir, si avenir il y a, que les dirigeants et leurs organisations voient pour la coalition des Professionnels au service des Canadiens. L'équipe de direction des PSC a rédigé les attributions des PSC et les soumettra aux dirigeants des six agents négociateurs.

### Causes devant les tribunaux

#### Boshra et ACEP (Cour d'appel fédérale)

Rien de nouveau à signaler sur cette cause.

#### Boshra et ACEP (Cour fédérale)

La Cour fédérale a accueilli la requête de l'ACEP d'une ordonnance rejetant la demande de révision judiciaire de M. Boshra sur le motif que la Cour fédérale n'a pas compétence en la matière et a alloué des dépens de 750 \$ à payer à l'ACEP dans les dix jours.

### Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP)

#### Causes

#### C. Basic c. ACEP

Nous avons reçu la décision de la CRTFP, qui rejette la plainte de Mme Basic contre l'ACEP en matière de devoir de représentation équitable. Voici un extrait du résumé de la décision de la CRTFP affichée sur Internet : « *la plaignante n'a jamais accepté l'évaluation du syndicat concernant son grief, et elle a répondu à ses conseils avec doute et méfiance – il n'y a aucune preuve d'hostilité de la part du syndicat à l'endroit de la fonctionnaire – son allégation selon laquelle le syndicat ne l'a pas tenue informée du processus de négociation n'était pas appuyée par les éléments de preuve – les actions du syndicat étaient motivées par un désir de poursuivre les discussions en vue d'un règlement; elles n'avaient aucun objectif déplacé –*

*aucune preuve n'indiquait que le syndicat s'était engagé dans les négociations en vue d'obtenir un règlement d'une manière qui manquait de professionnalisme ou de diligence. »*

#### Rôle d'audiences

Trois audiences sont prévues pour des causes de l'ACEP devant la CRTFP, de décembre 2012 à mai 2013.

Vancouver		Anderson (Énoncé de fonctions) (reporté)	Service Can.
Ottawa	8 au 11 janv.	Desfossés (Discrimination – droits pers.)	RHDCC
Ottawa	11 au 15 févr.	Alibay et coll. (Énoncé de fonctions)	Service Can.
Ottawa	13, 14 mai	Lebeau (Discrimination – droits pers.)	StatCan
Ottawa	30, 31 mai	Chaudhary (Discrimination – droits pers.)	Santé Canada
Vancouver	25, 26 juin (Dates provisoires)	Anderson (Énoncé de fonctions)	Service Can.

Veuillez noter que les audiences peuvent être reportées ou annulées jusqu'au jour de l'audience. Le rôle d'audiences de la CRTFP peut être consulté à :

[http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro\\_e.asp](http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp)

[http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro\\_f.asp](http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp)

#### d) Comité des finances

R. Brockington fait le point sur les placements et les dépenses de déplacement. Il informe le CEN que l'Association ne fait pas de placements à haut risque et que le Comité des finances devra obtenir des clarifications du président du Comité d'audit au sujet de la question des dépenses de déplacement.

R. Brockington informe le CEN que l'Association ira de l'avant avec l'installation de portes de sécurité au bureau conformément à la loi C-168.

R. Brockington mentionne qu'à la prochaine réunion, le comité élira un vice-président.

**Motion:** Il est proposé par R. Brockington et appuyé par D. Brackley d'approuver la nomination de D. Petriu comme membre du Comité des finances.

Pour = 18, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

#### e) Huis clos – Mise à jour du sous-comité d'enquête

### **3) Suivis**

#### **a) Ce qui constitue un « huis clos »**

Ce point est reporté.

#### **b) Politique des prix de l'ACEP**

L. Whitmore signale qu'il aimerait examiner la politique avec le Comité des communications avant qu'elle ne soit approuvée par le CEN.

Ce point est reporté.

#### **c) Mandat du CCJM**

Il y a consensus de revoir le mandat, car le comité a plus de cinq ans. Nous devrions mettre l'accent sur ce que les autres sous-comités font, car il peut y avoir du chevauchement entre les différents sous-comités.

B. Black préparera un mandat révisé pour la réunion de juin 2013. Ce point est reporté.

#### **d) Absence/statut de S. Menard**

Il est demandé d'envoyer le règlement 14 au CEN pour la réunion du 12 janvier 2013. Le point est reporté à la réunion de janvier.

#### **e) Sous-comité sur les résultats du vote**

Les renseignements demandés devraient être reçus cette semaine et seront transmis aux membres du sous-comité.

#### **f) Nouvelle plainte (huis clos)**

### **4) Questions de fond aux fins de discussion**

### **5) Levée de la séance**

**Résolution :** Il est proposé par A. Kurikshuk-Nemec de lever la séance à 20 h 10.